

Aux abords de la santé communautaire et de l'éducation populaire : une mutualité engagée pour les communs

Sarra El Idrissi

Sarra El Idrissi est doctorante en sociologie à l'Université de Haute-Alsace. Sa thèse en préparation porte sur le lien social et la santé des habitant.es des quartiers populaires des territoires urbains de l'Est, "clusters" du Covid-19.

Les perspectives d'évolution historique de la mutualité comme cadre d'action collective confirment son ancrage dans la prévention des risques sociaux, dans la sensibilisation et, plus important encore, dans la diffusion de l'information sanitaire. Les connaissances en santé constituent un enjeu en constante évolution, notamment en raison de la propagation des épidémies et des risques socio-sanitaires et environnementaux inhérents au développement de l'activité économique.

Dans ce cadre, la mutualité s'affirme comme un acteur central de la démocratie sanitaire. Les usagers ne se limitent pas à recevoir des services, mais deviennent des co-gestionnaires des ressources en santé. Comment redynamiser cette articulation entre mutualisme et éducation populaire dans le contexte actuel ? Historiquement, l'éducation populaire a inspiré la mutualité et les autres structures de l'ESS (associatives et coopératives) en promouvant des pratiques d'engagement citoyen et en favorisant l'émergence de cadres de gestion collective et solidaire.

Il convient d'examiner comment les approches de l'éducation populaire peuvent contribuer à renouveler une mutualité populaire, engagée dans la promotion d'une santé holistique et d'un soin accessible à tous. Ce renouvellement doit renforcer l'agir des communautés d'usagers et de professionnels, tout en préservant les communs sociaux.

L'éducation populaire propose une vision fondamentalement politique des rapports de savoirs concernant la vie en société, comme le définit la charte du Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP). En étant à l'avant-garde de l'entraide entre pairs, l'éducation populaire inspire également le mouvement pour la santé communautaire : comment cette dynamique peut-elle soutenir les actions locales à travers une coopération entre acteurs et par l'usage d'outils

d'animation de l'éducation populaire dans les centres de santé communautaire, notamment en France ?

Cependant, malgré ses engagements, la mutualité évolue dans un environnement assurantiel de plus en plus concurrentiel, qui tend à la distancier des réalités locales. Ce constat soulève une question cruciale : comment réancrer la mutualité comme entreprise de reconstitution de relations humaines réciproques et solidaires (Castel, 2007) ?

Ancrés dans une perspective de transformation sociale, ces mouvements, malgré la diversité de leurs approches (santé communautaire, éducation populaire, mutualité), partagent une vision commune (Lemonnier, Legrand, 2014) visant à renforcer les capacités des usagers en tant que partie prenante et à instaurer une réciprocité des savoirs. Cette réciprocité est une condition indispensable pour engager une coopération fructueuse entre des acteurs qui, bien que complémentaires, peuvent avoir des enjeux divergents notamment en termes de contraintes institutionnelles et financières.

La crise sanitaire du Covid-19 a mis en lumière les effets dévastateurs des inégalités sociales de santé en France, révélant jusqu'où ces inégalités pouvaient être meurtrières pour certains territoires et groupes sociaux. À l'échelle mondiale, le Covid-19 a plus que jamais dévoilé les réalités d'un accès contraint aux soins, ainsi que les forts taux de mortalité chez les populations les plus précarisées et les groupes sociaux minorisés.

Malgré les avancées en matière de démocratie sanitaire, les différents leviers promus (savoirs expérientiels, participation citoyenne) ont été peu reconnus et mobilisés au niveau institutionnel, laissant la population démunie face à des mesures restrictives. Comment les acteurs locaux peuvent-ils combler ce vide ?

Face à ces carences, de nombreuses actions, initiées par des habitants et des acteurs associatifs, ont su prendre le relais et initier des formes plurielles d'auto-organisation. Puisant dans les réseaux latents – familiaux, amicaux ou de voisinage – des actions concrètes ont émergé, mêlant outils d'éducation populaire et réponses aux besoins essentiels des publics en matière de soin, d'alimentation, de logement et de protection sanitaire.

Ces initiatives, portées par des associations historiques, ainsi que par des associations émergentes et des groupements d'entraide mutuelle, ont marqué le renouveau de nouveaux fronts d'action et de pratiques innovantes. Elles ont mobilisé des acteurs historiquement engagés et de nouveaux arrivants, y compris des groupes souvent marginalisés tels que les collectifs d'habitants et

d'usagers, les associations de groupes racisés, et les personnes atteintes de troubles psychiques. Ce mouvement a favorisé l'émergence de communautés transverses, à la fois d'inquiétudes (Despret, 2021) et de soin, souvent invisibilisées.

Durant la crise du Covid-19, la mutualité, à travers son soutien aux actions locales, a démontré sa capacité à être au plus près des territoires. Cependant, comment renforcer cet ancrage local pour soutenir et accompagner les communautés existantes et émergentes ? La proximité avec les territoires apparaît aujourd'hui comme un enjeu central face à l'évolution des besoins sanitaires.

Penser le renouvellement des approches est indispensable. L'évolution des contextes entraîne une évolution des problématiques et des besoins individuels et collectifs. C'est là qu'il devient pertinent de renouer et de renforcer les liens avec l'éducation populaire, notamment dans ses dimensions pédagogiques et émancipatrices.

Sur le plan pédagogique, la production des savoirs est un enjeu majeur dont la mutualité peut s'emparer en impulsant le processus, en favorisant la rencontre entre acteurs, usagers, professionnels et chercheurs, et en soutenant la diffusion de ces savoirs. Comment cette mutualité peut-elle devenir un catalyseur de nouvelles connaissances ?

La capitalisation des savoirs expérientiels permettrait de produire de nouvelles connaissances et de renforcer l'hybridation des savoirs issus de différents milieux et expériences. Dans ce sens, un engagement mutualiste populaire viendrait en appui à l'organisation territoriale du soin, renforçant la place des usagers et le rôle des savoirs expérientiels dans la promotion d'une approche holistique de la santé.

Les usagers et adhérents, pierre angulaire de cet engagement, ne doivent pas seulement être reconnus comme bénéficiaires, mais comme des acteurs jouant un triple rôle : sachants, apprenants et médiateurs dans une clinique du *care* soucieuse de la dignité humaine.

Revigorer la mutualité aujourd'hui requiert un ré-ancrage dans les territoires, impliquant une reconfiguration des liens avec les communautés locales et une réaffirmation des principes de solidarité permettant d'élargir sa base. L'avenir de la mutualité réside dans sa capacité à s'adapter aux mutations contemporaines et à déployer une action territorialisée qui intègre les savoirs situés et les ressources globales, afin de mieux répondre aux besoins différenciés des populations, notamment celles des publics à la marge.